

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1272

[C – 2012/29201]

#### 29 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux aides à la promotion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, notamment les articles 4, 30, 1<sup>er</sup> et 3<sup>o</sup>, 33, 35, 36, 38, 39 § 3, 2<sup>o</sup>, 42, 43 et 44;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2011;

Vu l'avis 50.815/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 janvier 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des dépenses éligibles

**Article 1<sup>er</sup>.** La liste des dépenses éligibles visée aux articles 36, alinéa 3, et 44, alinéa 2, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, ci-après dénommé le décret, figure à l'annexe 1<sup>re</sup>.

#### CHAPITRE II. — De l'aide à la promotion des courts métrages et des œuvres télévisuelles unitaires documentaires

**Art. 2.** Pour pouvoir bénéficier de l'aide visée au présent chapitre, à l'exception de l'aide prévue par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'œuvre audiovisuelle doit être sélectionnée dans un festival appartenant à la liste figurant à l'annexe 2 pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et à l'annexe 3 pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires.

Par extension, une œuvre télévisuelle unitaire documentaire qui sort dans les salles de cinéma situées sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale conformément aux conditions reprises à l'article 8, peut également prétendre à l'aide visée au présent chapitre.

**Art. 3.** La demande d'aide visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, doit être introduite par le producteur au plus tôt le jour de la sélection de l'œuvre audiovisuelle dans un festival, et, au plus tard, trois ans après le premier jour du tournage.

La demande d'aide visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, doit être introduite par le producteur au plus tôt le jour où l'œuvre audiovisuelle est terminée et, au plus tard, trois ans après le premier jour du tournage.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Si l'œuvre audiovisuelle a bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, d'un montant de :

1<sup>o</sup> 40.000 euros ou plus pour une œuvre télévisuelle unitaire documentaire, l'aide à la promotion est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 4.000 euros;

2<sup>o</sup> 25.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle de court métrage, l'aide à la promotion est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 4.000 euros.

Une avance d'aide à la promotion d'un montant de 1.000 euros équivalant à cent pour cent des dépenses éligibles peut être octroyée au producteur de l'œuvre audiovisuelle à condition qu'il joigne à sa demande une copie DVD de l'œuvre audiovisuelle.

§ 2. Si l'œuvre audiovisuelle n'a pas bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret et qu'elle obtient les nombres minimum de points déterminés par les grilles de points figurant aux annexes 4 à 6, l'aide à la promotion est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 4.000 euros.

#### CHAPITRE III. — De l'aide à la promotion des longs métrages

##### Section I<sup>re</sup>. — De l'aide au tournage.

**Art. 5.** La demande d'aide au tournage doit être introduite par le producteur au plus tôt le jour de l'obtention de l'agrément définitif ou le premier jour de tournage, et au plus tard, trois mois après le dernier jour de tournage.

**Art. 6.** Si l'œuvre audiovisuelle a bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, d'un montant de :

1° 200.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle de fiction, l'aide au tournage est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 10.000 euros;

2° 75.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle documentaire, l'aide au tournage est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 10.000 euros.

*Section II. — De l'aide à la sélection en festivals ou à la sortie en salles*

**Art. 7.** La demande d'aide à la sélection en festivals ou à la sortie en salles doit être introduite par le producteur au plus tôt le jour de la sortie de l'œuvre audiovisuelle en salles ou de la sélection de l'œuvre audiovisuelle dans un festival, et, au plus tard, trois ans après le premier jour du tournage.

Le délai de trois ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé de deux ans pour les longs métrages d'animation.

**Art. 8.** Pour pouvoir accéder à l'aide à la sortie en salles, les œuvres audiovisuelles ayant bénéficié d'une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, doivent être diffusées dans un minimum de trois salles de cinémas situées sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, avec un minimum de vingt-quatre séances en première semaine d'exploitation.

Pour pouvoir accéder à l'aide à la sortie en salles, les œuvres audiovisuelles n'ayant pas bénéficié d'une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, doivent être diffusées dans un minimum de trois salles de cinémas situées sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, avec un minimum de quarante-deux séances en première semaine d'exploitation.

Pour les salles de cinémas dont la période de programmation n'est pas hebdomadaire, la durée d'exploitation visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 est de six semaines.

Par séance, on entend tout programme pour lequel un bordereau a été rempli et expédié conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 février 1979 relatif au contrôle des recettes perçues par les exploitants des salles de cinéma.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Si l'œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, a bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, d'un montant de :

1° 200.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle de fiction, l'aide à la sortie en salles est égale, sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 40.000 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros;

2° moins de 200.000 euros pour une œuvre audiovisuelle de fiction, l'aide à la sortie en salles est égale, sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 7.500 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 2.500 euros;

3° 75.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle documentaire, l'aide à la sortie en salles est égale, sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 40.000 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros;

4° moins de 75.000 euros pour une œuvre audiovisuelle documentaire, l'aide à la sortie en salles est égale sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 7.500 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 2.500 euros.

§ 2. Si l'œuvre audiovisuelle de fiction ou documentaire, répondant aux conditions de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, a bénéficié d'une aide à la production après le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, l'aide à la sortie en salles est égale, sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 40.000 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros;

§ 3. Si l'œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 8, alinéa 2, n'a pas bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret et qu'elle obtient les nombres minimum de points déterminés par les grilles de points figurant aux annexes 4 à 6, l'aide à la sortie en salles est égale, sous réserve de l'application de l'article 11, à un maximum de 40.000 euros répartis de la manière suivante :

- cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 5.000 euros;
- et/ou cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la sélection en festivals, l'œuvre audiovisuelle doit être sélectionnée dans un festival appartenant à la liste figurant à l'annexe 7.

§ 2. Si l'œuvre audiovisuelle sélectionnée en festivals a bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, d'un montant de :

1° 200.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle de fiction, l'aide à la sélection en festivals est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros, sous réserve de l'application de l'article 11;

2° 75.000 euros ou plus pour une œuvre audiovisuelle documentaire, l'aide à la sélection en festivals est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros, sous réserve de l'application de l'article 11.

§ 3. Si l'œuvre audiovisuelle sélectionnée en festivals n'a pas bénéficié d'une aide à la production avant le début des prises de vues telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret et qu'elle obtient les nombres minimum de points déterminés par les grilles de points figurant aux annexes 4 à 6, l'aide à la sélection en festivals est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 35.000 euros.

**Art. 11.** Le montant total maximal des aides attribuées en vertu des articles 9 et 10 est de 40.000 euros.

**Art. 12.** L'aide est octroyée au producteur qui en a fait la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le producteur peut céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée au distributeur de l'œuvre audiovisuelle.

Le producteur doit informer les Services du Gouvernement du montant de cette cession, par écrit, au plus tard lors de l'introduction de sa demande.

#### CHAPITRE IV. — *De l'indexation et de la liquidation*

**Art. 13.** A partir de 2013, les montants déterminés aux articles 4, 6, 9, 10 et 11 sont indexés annuellement, en janvier, par référence à l'indice des prix à la consommation tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, selon la formule suivante :

$$\text{montant année N} = \frac{\text{montant année N-1} \times \text{indice décembre année N-1}}{\text{indice décembre année N-2}}$$

**Art. 14.** Les aides visées aux chapitres II et III sont liquidées en deux tranches :

1° une première tranche de cinquante pour cent sur présentation d'une déclaration de créance approuvée par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel;

2° une seconde tranche de cinquante pour cent sur présentation d'une déclaration de créance et des pièces justificatives attestant des dépenses éligibles visées à l'annexe 1<sup>re</sup>.

#### CHAPITRE V. — *De la mention de la Communauté française sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues*

**Art. 15.** La mention « produit avec l'aide du Centre du cinéma et de l'audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de VOO » doit figurer sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues, notamment :

- 1° sur les affiches et les placards;
- 2° dans les journaux corporatifs, hebdomadaires et quotidiens;
- 3° dans le « press book » ainsi que sur les cartons d'invitation aux projections de lancement;
- 4° dans les dossiers des conférences de presse;
- 5° dans les interviews des réalisateurs et producteurs.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 13 qui entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 17.** Le Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2012.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

#### Annexe 1<sup>re</sup> : liste des dépenses éligibles

Les dépenses suivantes sont éligibles pour autant qu'elles aient fait l'objet d'une facture acquittée par la société bénéficiaire de l'aide ou par le distributeur de l'œuvre audiovisuelle concernée.

##### Publicité

- Conception et impression des affiches (tous formats)
- Photos d'exploitation
- Extraits sur DVD ou Beta, spot 35 mm, spot TV et radio
- Pavés de presse
- Merchandising
- Pages internet
- Affichages
- Sous-titres néerlandais
- Invitations (conception et impression)

##### Presse

- Fiches techniques
- Dépliants
- Dossiers de presse
- Attaché de presse
- CD
- Photos et diapos

## Copies

- Tirage copies (sauf copies zéro et 1)
- Vérification et stockage copies
- Frais VPF
- Dépenses liées à la fabrication de la clé KDM

Remarque : les copies dont le tirage aura été valorisé dans le cadre de l'aide à la diffusion devront pouvoir être mises gracieusement à disposition de la Communauté française de Belgique pour des présentations dans des manifestations soutenues par cette dernière.

## Edition DVD

- Production d'un «making of» du film (en ce compris les frais de réalisation, prise de vues, montage, finition,...)
- Production d'interviews des principaux protagonistes du film (en ce compris l'engagement d'un journaliste, le tournage des séquences, prise de vues, montage, finition,...)
- Droits relatifs aux images et aux sons des séquences reprises dans les bonus
- Mastering
- Authoring (encodage, configuration des menus et navigation)
- Confection des jaquettes
- Habillage physique du DVD
- Pressage
- Promotion du DVD à sa sortie (publicités, annonces, presse,...)

Dans le cadre de l'aide à la promotion des longs métrages, certaines dépenses liées au plan de promotion particulier d'un film donné peuvent être rendues éligibles, moyennant l'accord de la Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions.

Dans le cadre de l'aide à la promotion des documentaires et des courts-métrages, les dépenses suivantes sont également éligibles :

- Frais d'envoi et d'inscription en festivals pour un montant maximum de 300 euros
- Factures d'un agent de vente et de diffusion

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application de l'article 36, alinéa 3 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

## Annexe 2 : liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de courts métrages

La sélection en compétition officielle de l'œuvre audiovisuelle de court métrage dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Aix-en-Provence</b>	(décembre)	Festival Tous Courts
<b>Amiens</b>	(novembre)	Festival international du Film
<b>Angers</b>	(janvier)	Festival Premiers Plans
<b>Barcelone</b>	(avril)	Festival international du Court métrage
<b>Berlin</b>	(novembre)	Interfilm
<b>Brest</b>	(novembre)	Festival européen du Film Court
<b>Bucarest</b>	(avril)	Festival international NexT
<b>Genève</b>	(novembre)	Cinéma Tout Ecran
<b>Gérardmer</b>	(janvier)	Festival international du Film fantastique
<b>Kiev</b>	(octobre)	MOLODIST
<b>Locarno</b>	(août)	Festival international
<b>Montréal</b>	(août/septembre)	Festival des Films du Monde
<b>Montréal</b>	(octobre)	Festival international du Nouveau Cinéma et des Nouveaux médias
<b>Prague</b>	(janvier)	Short Film Festival
<b>Rotterdam</b>	(janvier)	Festival international du Film
<b>Saguenay</b>	(mars)	Regard sur le Court métrage
<b>Saint Petersburg</b>	(avril)	Message to Man International Film Festival
<b>Sao Paulo</b>	(août)	Festival international du Court métrage
<b>Sitges</b>	(octobre)	Festival international du Film fantastique
<b>Sundance</b>	(janvier)	Festival du Film
<b>Tampere</b>	(mars)	Festival du Court métrage
<b>Toronto</b>	(juin)	Worldwide Short Film Festival
<b>Trebon</b>	(mai)	Anifest
<b>Tribeca</b>	(avril/mai)	Film Festival

<b>Uppsala</b>	(octobre)	Festival international du Court métrage
<b>Valladolid</b>	(octobre)	La Seminci
<b>Vendôme</b>	(décembre)	Images en Région
<b>Vila do Conde</b>	(juillet)	Festival international du Court métrage

La sélection de l'œuvre audiovisuelle de court métrage dans les festivals suivants, à l'exception des programmations spéciales exclusivement consacrées au cinéma belge, des rétrospectives, des focus ou des projections de marché, donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Anecy</b>	(juin)	Festival international du Film d'Animation
<b>Berlin</b>	(février)	Internationale Filmfestspiele
<b>Cannes</b>	(mai)	Festival international du Film
<b>Clermont-Ferrand</b>	(février)	Festival du Court métrage
<b>Oberhausen</b>	(avril/mai)	Internationale Kurzfilmtage
<b>Ouagadougou</b>	(février/mars)	FESPACO
<b>Venise</b>	(septembre)	Mostra Internazionale de Cinema

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application de l'article 39, § 3, 2° du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

Annexe 3 : liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion  
pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

La sélection en compétition officielle de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Florence</b>	(novembre)	Festival dei Popoli
<b>Jihlava</b>	(octobre)	Festival international du Film documentaire
<b>Locarno</b>	(août)	Festival international
<b>Marseille</b>	(juillet)	Festival international du documentaire
<b>Montréal</b>	(mars)	Festival international du Film sur l'Art
<b>Montréal</b>	(novembre)	RIDM
<b>Paris</b>	(mars)	Cinéma du Réel
<b>Sheffield</b>	(novembre)	Festival international du Film documentaire

La sélection de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants, à l'exception des programmations spéciales exclusivement consacrées au cinéma belge, des rétrospectives, des focus ou des projections de marché, donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Amsterdam</b>	(novembre)	Festival international du Film documentaire
<b>Berlin</b>	(février)	Internationale Filmfestspiele
<b> Biarritz</b>	(janvier)	Festival international des Programmes Audiovisuels
<b>Cannes</b>	(mai)	Festival international du Film
<b>Leipzig</b>	(octobre)	Festival international du Documentaire et de l'Animation
<b>Nyon</b>	(avril)	Visions du Réel
<b>Ouagadougou</b>	(février/mars)	FESPACO
<b>Toronto</b>	(avril/mai)	Festival international du Documentaire Hot Docs
<b>Venise</b>	(septembre)	Mostra Internazionale de Cinema

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application de l'article 39, § 3, 2° du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

Annexe 4 : grille de points relative aux caractéristiques artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles de fiction telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

CARACTERISTIQUES			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
CONTENU CULTUREL				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Jours et lieux de tournage 50 %+	7					
Langue française ou soutien de la Commission CCA	13					
CARACTERISTIQUES ARTISTIQUES						
Réalisateur	9					
Scénariste	7					
Compositeur	3					
Comédiens principaux	3/6					
Comédiens secondaires	1/3					
Producteur délégué	3					
Chef opérateur	2					
Ingénieur du son	2					
Chef Monteur son	2					
Chef Monteur image	2					
Chef décorateur	2					
Chef costumier	2					
Mixeur son	2					
SOUS-TOTAL	65		Minimum de 17 points			

CARACTERISTIQUES			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES 1				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Cadreur image	1					
Chef électricien	1					
Chef machiniste	1					
1 <sup>er</sup> assistant réalisateur	1					
2 <sup>e</sup> assistant réalisateur	1					
1 <sup>er</sup> assistant opérateur-image	1					
1 <sup>er</sup> assistant opérateur-son/perchiste	1					
1 <sup>er</sup> assistant décorateur-ensemblier	1					
1 <sup>er</sup> assistant monteur image	1					
Chef constructeur	1					
Chef maquilleur	1					
Bruiteur	1					
Accessoiriste	1					
Directeur de production ou de post-production	1					
Régisseur général	1					
Scripte	1					
Photographe de plateau	1					
SOUS-TOTAL	17		Minimum de 3 points			

CARACTERISTIQUES			NOM DE SOCIETE	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES 2				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Matériel caméra	2					
Matériel d'éclairage	2					
Matériel de machinerie	2					
Matériel de montage	2					
Matériel de son	1					
Laboratoire image	2					
Montage son	1					
Mixage	2					
Effets spéciaux	2					
Fournitures (décors et accessoires)	1					
Fournitures diverses (costumes et restauration)	1					
SOUS-TOTAL	18		Minimum de 3 points			
TOTAL GENERAL	100		Minimum de 50 points			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application des articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 5 : grille de points relative aux caractéristiques artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles d'animation telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

CARACTERISTIQUES			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
CONTENU CULTUREL				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Langue française ou soutien de la Commission CCA	12					
CARACTERISTIQUES ARTISTIQUES						
Réalisateur	9					
Scénariste	5					
Dialoguiste	2					
Auteur graphiques	7					
Compositeur	3					
Voix rôles principaux	2/4					
Voix rôles secondaires	1/2					
Producteur délégué	3					
Scénariste d'images	2					
Chef décors	2					
Chef coloriste	2					
Chef maquette animation	2					
Chef maquette décors	2					
Chef animation	2					
Chef composition d'images	2					
Modélisation personnages	2					
Bruiteur	2					
Chef monteur son	2					
Mixeur son	2					
SOUS-TOTAL	69		Minimum de 17 points			



CARACTERISTIQUES TECHNIQUES			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
1 <sup>er</sup> assistant réalisateur	1					
Directeur de production ou de post-production	1					
Animation (1 point par tranche de 5 % de la durée du film)	1/5					
Exécution décors (1 point par tranche de 10 % de la durée du film)	1/3					
Traçage, gouachage et colorisation (1 point par tranche de 10 % de la durée du film)	1/3					
Assemblage composition d'images (1 point par tranche de 10 % de la durée du film)	1/5					
Effets spéciaux (2 points par tranche de 10 % de la durée du film)	2/4					
Montage son ou illustration sonore	3					
Audi mixage	3					
Audi bruitage	1					
Audi voix	1					
Post-production image et labo	1					
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>31</b>		<b>Minimum de 6 points</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100</b>		<b>Minimum de 50 points</b>			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application des articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 6 : grille de points relative aux caractéristiques artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles documentaires telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

CARACTERISTIQUES			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
CONTENU CULTUREL				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Jours et lieux de tournage 50 % +	3					
Langue française ou soutien de la Commission CCA	7					
CARACTERISTIQUES ARTISTIQUES						
Réalisateur	12					
Scénariste	5					
Compositeur	3					
Archives (1 point par minute)	1/5					
Commentaire/interprète (en français)	3					
Producteur délégué	10					
Chef opérateur	5					
Ingénieur du son	5					
Chef Monteur son	3					
Chef Monteur image	6					
Mixeur son	2					
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>69</b>		<b>Minimum de 17 points</b>			

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES 1			NOM - Prénom	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Cadreur image	2					
Chef électricien	1					
Chef machiniste	1					
Assistant réalisateur	2					
Assistant opérateur-son/perchiste	1					
Assistant monteur image	1					
Bruiteur	2					
Directeur de production ou de post-production	3					
Traducteur/interprète	2					
<b>SOUS-TOTAL</b>						
	15		Minimum de 3 points			

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES 2			NOM DE SOCIETE	CARACTÈRE EUROPEEN*	NATIONALITE DU CONTRAT	DEPENSES
				UE* Hors UE*		
				* préciser la nationalité		
Matériel caméra	2					
Matériel d'éclairage	1					
Matériel de machinerie	1					
Matériel de montage	2					
Matériel de son	2					
Laboratoire image	1					
Montage son	2					
Mixage	3					
Effets spéciaux	2					
<b>SOUS-TOTAL</b>						
	16		Minimum de 3 points			
<b>TOTAL GENERAL</b>						
	100		Minimum de 50 points			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application des articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 7 : liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de long métrage

La sélection en compétition officielle de l'œuvre audiovisuelle de long métrage dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Amiens</b>	(novembre)	Festival international du Film
<b>Gérardmer</b>	(janvier)	Festival international du Film fantastique
<b>Mannheim</b>	(novembre)	Festival international
<b>Mar del Plata</b>	(novembre)	Festival international du Film
<b>Montréal</b>	(août/septembre)	Festival des Films du Monde
<b>Montréal</b>	(octobre)	Festival international du Nouveau Cinéma et des Nouveaux Médias
<b>San Sebastian</b>	(septembre)	Festival international de Cinéma
<b>Sao Paulo</b>	(octobre)	Festival international du Film
<b>Sitges</b>	(octobre)	Festival international du Film fantastique
<b>Toronto</b>	(septembre)	Festival international du Film
<b>Tribeca</b>	(avril/mai)	Film Festival
<b>Valladolid</b>	(octobre)	La Seminci

La sélection de l'œuvre audiovisuelle de long métrage dans les festivals suivants, à l'exception des programmations spéciales exclusivement consacrées au cinéma belge, des rétrospectives, des focus ou des projections de marché, donne accès à l'aide à la promotion :

<b>Angers</b>	(janvier)	Festival Premiers Plans
<b>Annecy</b>	(juin)	Festival international du Film d'Animation
<b>Berlin</b>	(février)	Internationale Filmfestspiele
<b>Cannes</b>	(mai)	Festival international du Film
<b>Karlovy Vary</b>	(juillet)	Festival international
<b>Locarno</b>	(août)	Festival international
<b>Ouagadougou</b>	(février/mars)	FESPACO
<b>Pusan</b>	(octobre)	Festival international du Film
<b>Rome</b>	(octobre)	Festival international du Film
<b>Rotterdam</b>	(janvier)	Festival international du Film
<b>Sundance</b>	(janvier)	Festival du Film
<b>Venise</b>	(septembre)	Mostra Internazionale de Cinema

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion en application de l'article 39, § 3, 2° du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1272

[C - 2012/29201]

**29 MAART 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de steun voor promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, inzonderheid op de artikelen 4, 30, 1° en 3°, 33, 35, 36, 38, 39 § 3, 2°, 42, 43 en 44;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 december 2011;

Gelet op het advies 50.815/4 van de Raad van State, gegeven op 31 januari 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *In aanmerking komende uitgaven*

**Artikel 1.** De lijst van de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in de artikelen 36, derde lid, en 44, tweede lid, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, hierna « het decreet genoemd », wordt in bijlage 1 vermeld.

HOOFDSTUK II. — *Steun voor de promotie van korte films en documentaire televisuele eenheidswerken*

**Art. 2.** Om de in dit hoofdstuk bedoelde steun te kunnen genieten, met uitzondering van de steun bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, moet het audiovisuele werk worden geselecteerd in een festival dat behoort tot de lijst vermeld in bijlage 2, voor de korte audiovisuele werken, en in bijlage 3, voor de documentaire televisuele eenheidswerken.

Bij uitbreiding, kan een documentair televisueel eenheidswerk dat wordt vertoond in de bioscoopzalen gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 8, ook in aanmerking komen voor de steun bedoeld in dit hoofdstuk.

**Art. 3.** De aanvraag om steun bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, en § 2, moet door de producent worden ingediend ten vroegste op de dag van de selectie van het audiovisuele werk in een festival, en, uiterlijk, drie jaar na de eerste dag van de filmopname.

De aanvraag om steun bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, moet door de producent worden ingediend ten vroegste op de dag waarop het audiovisuele werk beëindigd is, en, uiterlijk, drie jaar na de eerste dag van de filmopname.

**Art. 4.** § 1. Als het audiovisuele werk een steun voor productie vóór het begin van de opname zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten ten bedrage van :

1° 40.000 euro of meer voor een documentair televisueel eenheidswerk, is de steun voor promotie gelijk aan honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 4.000 euro;

2° 25.000 euro of meer voor een kort audiovisueel werk, is de steun voor promotie gelijk aan honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 4.000 euro.

Er kan een voorschot voor de steun voor promotie ten bedrage van 1.000 euro, overeenstemmend met honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, aan de producent van het audiovisuele werk worden toegekend, op voorwaarde dat hij een dvd-kopie van het audiovisuele werk bij zijn aanvraag voegt.

§ 2. Als het audiovisuele werk geen steun voor productie vóór het begin van de filmopname heeft genoten zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet en als dat werk het minimumaantal punten krijgt zoals bepaald in de puntenroosters die in de bijlagen 4 tot 6 voorkomen, is de steun voor promotie gelijk aan honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 4.000 euro.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor promotie van lange films**Afdeling 1. — Steun voor de opname*

**Art. 5.** De aanvraag om steun voor opname moet door de producent worden ingediend ten vroegste op de dag waarop hij de definitieve erkenning krijgt of op de eerste dag van de opname, uiterlijk drie maanden na de laatste opnamedag.

**Art. 6.** Als het audiovisuele werk een steun voor productie vóór het begin van de filmopname, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten ten bedrage van :

1° 200.000 euro of meer voor een audiovisueel fictiewerk, is de steun voor opname gelijk aan vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 10.000 euro;

2° 75.000 euro of meer voor een documentair audiovisueel werk, is de steun voor opname gelijk aan vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 10.000 euro.

*Afdeling II. — Steun bij de selectie tijdens een festival of bij de vertoning in zalen*

**Art. 7.** De aanvraag om steun bij de selectie tijdens een festival of bij de vertoning in zalen moet door de producent worden ingediend ten vroegste op de dag waarop het audiovisuele werk voor de eerste keer in zalen wordt vertoond of bij de selectie van het audiovisuele werk in een festival, en uiterlijk, drie jaar na de eerste dag van de filmopname.

De termijn van drie jaar bedoeld in het eerste lid wordt met twee jaar verlengd voor de lange animatiewerken.

**Art. 8.** Om voor de steun bij de vertoning in zalen in aanmerking te kunnen komen, moeten de audiovisuele werken waarvoor een steun voor productie, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, werd toegekend, worden vertoond in een minimum van drie bioscoopzalen die gelegen zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met een minimum van vierentwintig filmvertoningen gedurende de eerste exploitatieweek.

Om voor de steun bij de vertoning in zalen in aanmerking te kunnen komen, moeten de audiovisuele werken waarvoor geen steun voor productie, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, werd toegekend, worden vertoond in een minimum van drie bioscoopzalen die gelegen zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met een minimum van tweeëntwintig filmvertoningen gedurende de eerste exploitatieweek.

Voor de bioscoopzalen waarvan de programmatieperiode niet wekelijks is, bedraagt de exploitatieduur bedoeld in het eerste lid en in het tweede lid zes weken.

Onder filmvertoning wordt elk programma verstaan waarvoor een kasboek werd ingevuld en verzonden overeenkomstig artikel 5 van het ministerieel besluit van 6 februari 1979 betreffende de controle op de door de bioscoopondernemers geïnde ontvangsten.

**Art. 9.** § 1. Indien het audiovisuele werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, eerste lid, voldoet, een steun voor productie vóór het begin van de opnamen, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten ten bedrage van :

1° 200.000 euro of meer voor een audiovisueel fictiewerk, is de steun bij de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 40.000 euro, verdeeld als volgt :

— honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;

— en/of vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro;

2° minder dan 200.000 euro voor een audiovisueel fictiewerk, is de steun voor de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 7.500 euro, verdeeld als volgt :

— honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;

— en/of vijftig procent in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 2.500 euro;

3° 75.000 euro of meer voor een documentair audiovisueel werk, is de steun bij de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 40.000 euro, verdeeld als volgt :

- honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;
- en/of vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 35.000 euro;

4° minder dan 75.000 euro voor een documentair audiovisueel werk, is de steun voor de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 7.500 euro, verdeeld als volgt :

- honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;
- en/of vijftig procent in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 2.500 euro.

§ 2. Indien het audiovisuele fictie- of documentaire werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, eerste lid, voldoet, een steun voor productie na het begin van de opnamen, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten, is de steun bij de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 40.000 euro, verdeeld als volgt :

- honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;
- en/of vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro;

§ 3. Indien het audiovisuele werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, tweede lid, voldoet, geen steun voor productie vóór het begin van de opnamen, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten, en de minimumaantallen punten heeft behaald die bepaald zijn in de puntenroosters vastgesteld in de bijlagen 4 tot 6, is de steun bij de vertoning in zalen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, gelijk aan een maximum van 40.000 euro, verdeeld als volgt :

- honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, met een maximum van 5.000 euro;
- en/of vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro.

**Art. 10.** § 1. Om een steun bij de selectie tijdens een festival te kunnen genieten, moet het audiovisuele werk worden geselecteerd in een festival dat deel uitmaakt van de lijst vermeld in bijlage 7.

§ 2. Als het audiovisuele werk dat in festivals wordt geselecteerd een steun voor productie vóór het begin van de filmopnamen zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet heeft genoten ten bedrage van :

1° 200.000 euro of meer voor een audiovisueel fictiewerk, is de steun bij de selectie in festivals gelijk aan vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11;

2° 75.000 euro of meer voor een documentair audiovisueel werk, is de steun bij de selectie in festivals, gelijk aan vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11.

§ 3. Indien het audiovisuele werk dat in festivals werd geselecteerd, geen steun voor productie vóór het begin van de opnamen, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, heeft genoten, en de minimumaantallen punten heeft behaald die bepaald zijn in de puntenroosters vastgesteld in de bijlagen 4 tot 6, is de steun bij de selectie in festivals, gelijk aan vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 35.000 euro.

**Art. 11.** Het totale maximumbedrag van de steun verleend krachtens de artikelen 9 en 10 is 40.000 euro.

**Art. 12.** De steun wordt toegekend aan de producent die dit aanvraagt.

In afwijking van het eerste lid, kan de producent het geheel of een deel van het bedrag van de aan de verdeler van het audiovisuele werk toegekende steun overdragen.

De producent moet de diensten van de Regering het bedrag van die overdracht uiterlijk bij de indiening van zijn aanvraag schriftelijk meedelen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Indexering en uitbetaling*

**Art. 13.** Vanaf 2013, worden de in de artikelen 4, 6, 9, 10 en 11 bepaalde bedragen jaarlijks, in januari, geïndexeerd, op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, volgens de volgende formule :

$$\text{bedrag jaar N} = \frac{\text{bedrag jaar N-1} \times \text{indexcijfer december jaar N-1}}{\text{index december jaar N-2}}$$

**Art. 14.** De steun bedoeld in de hoofdstukken II en III worden in twee schijven uitbetaald :

1° een eerste schijf van vijftig procent op overlegging van een aangifte van schuldvordering die door het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector wordt goedgekeurd;

2° een tweede schijf van vijftig procent op overlegging van een aangifte van schuldvordering en de bewijsstukken die het bewijs leveren van de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in bijlage 1.

#### HOOFDSTUK V. — *Vermelding van de Franse Gemeenschap op elk document betreffende de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken*

**Art. 15.** De vermelding « geproduceerd met de steun van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Federatie Wallonië-Brussel en VOO » moet voorkomen op elk document betreffende de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken, inzonderheid :

- 1° op de affiches en de aanplakborden;
- 2° in de corporatie-, week- en dagbladen;
- 3° in de « press book » en op de uitnodigingskaarten voor de eerste vertoningen;
- 4° in de dossiers van de persconferenties;
- 5° in de interviews van de regisseurs en producenten.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 13, dat op een door de Regering vast te stellen datum in werking treedt.

**Art. 17.** De Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 29 maart 2012.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1273

[C - 2012/29202]

29 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux aides aux opérateurs audiovisuels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, notamment les articles 4, 63, 66, § 2, 72, 75, § 2, 81, § 2, 88, 2°, 90, § 2, et 98, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2011;

Vu l'avis 50.813/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 janvier 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le montant minimum de l'aide aux ateliers d'accueil, de production audiovisuelle et d'écoles est de 20.000 euros. Le montant maximum de cette aide est de 250.000 euros.

Le montant minimum de l'aide aux distributeurs d'œuvres audiovisuelles est de 1.000 euros. Le montant maximum de cette aide est de 100.000 euros.

Le montant minimum de l'aide aux festivals de cinéma est de 1.000 euros. Le montant maximum de cette aide est de 150.000 euros.

Le montant minimum de l'aide aux exploitants de salles de cinéma est de 10.000 euros. Le montant maximum de cette aide est de 300.000 euros.

Le montant minimum de l'aide aux structures de diffusion numérique est de 10.000 euros. Le montant maximum de cette aide est de 80.000 euros.

§ 2. A partir de 2013, les montants minimum et maximum déterminés au § 1<sup>er</sup> sont indexés annuellement, en janvier, par référence à l'indice des prix à la consommation tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, selon la formule suivante :

$$\text{montant année N} = \frac{\text{montant année N-1} \times \text{indice décembre année N-1}}{\text{indice décembre année N-2}}$$

**Art. 2.** La date limite de dépôt des demandes d'aides aux opérateurs audiovisuels est fixée au 1<sup>er</sup> avril de chaque année.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la date limite de dépôt des demandes d'aides aux opérateurs audiovisuels est fixée au 23 avril pour l'année 2012.

**Art. 3.** Pour répondre à la condition fixée à l'article 88, 2°, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, plus de septante pour cent d'œuvres audiovisuelles d'art et essai doivent être programmées dans plus de septante pour cent des séances de l'exploitant de salles de cinéma.

**Art. 4.** Les aides visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont liquidées en deux tranches :

1° une première tranche de quatre-vingt-cinq pour cent sur présentation du budget prévisionnel et du projet de programmes d'activités;

2° une seconde tranche de quinze pour cent sur présentation, au plus tard le 30 juin de l'année suivant le versement de la première tranche, des comptes et bilans, arrêtés au 31 décembre de l'année au cours de laquelle la première tranche a été versée et approuvés en assemblée générale.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, qui entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 6.** Le Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2012.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN